Document generated on 08/04/2025 10:31 a.m.

Cahiers de géographie du Québec

De la communauté de l'école à la communauté de voisinage : état de la question et proposition d'étude

Jules Lamarre

Volume 30, Number 81, 1986

URI: https://id.erudit.org/iderudit/021814ar
DOI: https://doi.org/10.7202/021814ar

See table of contents

Publisher(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (print)
1708-8968 (digital)

Explore this journal

Cite this article

Lamarre, J. (1986). De la communauté de l'école à la communauté de voisinage : état de la question et proposition d'étude. *Cahiers de géographie du Québec*, *30*(81), 343–355. https://doi.org/10.7202/021814ar

Article abstract

The way of studying neighborhoods changed a lot since the pioneering time of the School of Chicago. In this article, we first review how sociology and geography have dealt with that subject following the urban ecologists. Thereafter, we propose an approach to the study of neighborhoods which consists in trying to understand the relationship between a school and the neighborhood where it is located by looking at the relationship between the community whose children are going to that school and the social group of the neighborhood.

Tous droits réservés © Cahiers de géographie du Québec, 1986

This document is protected by copyright law. Use of the services of Érudit (including reproduction) is subject to its terms and conditions, which can be viewed online.

https://apropos.erudit.org/en/users/policy-on-use/

érudit

This article is disseminated and preserved by Érudit.

Érudit is a non-profit inter-university consortium of the Université de Montréal, Université Laval, and the Université du Québec à Montréal. Its mission is to promote and disseminate research.

https://www.erudit.org/en/

CAHIERS DE GÉOGRAPHIE DU QUÉBEC
Vol. 30, no 81, décembre 1986, 343-355

DE LA COMMUNAUTÉ DE L'ÉCOLE À LA COMMUNAUTÉ DE VOISINAGE : ÉTAT DE LA QUESTION ET PROPOSITION D'ÉTUDE

par

Jules LAMARRE

Département de géographie
Université McGill, Montréal

RÉSUMÉ

Les études de voisinage ont connu de nombreux avatars depuis l'époque des pionniers de l'École de Chicago. Dans cet article, nous récapitulons de quelle façon la sociologie puis la géographie ont abordé ce genre d'études. Nous proposons ensuite une méthode pour approfondir notre connaissance des voisinages : celle-ci consiste à étudier la relation qu'une école entretient avec son voisinage afin de découvrir le degré de correspondance qui existe entre le voisinage de l'école et la communauté dont sont issus les enfants fréquentant cette école.

MOTS-CLÉS : Voisinage, communauté, sociologie, géographie, écoles.

ABSTRACT

From School Communities to Neighborhood Communities : Review of the Question and Study Proposal

The way of studying neighborhoods changed a lot since the pioneering time of the School of Chicago. In this article, we first review how sociology and geography have dealt with that subject following the urban ecologists. Thereafter, we propose an approach to the study of neighborhoods which consists in trying to understand the relationship between a school and the neighborhood where it is located by looking at the relationship between the community whose children are going to that school and the social group of the neighborhood.

KEY WORDS : Neighborhood, community, sociology, geography, schools.

*
* *

DES DIVERGENCES DE POINTS DE VUE

Les chercheurs en sciences sociales utilisent souvent des concepts dont les contenus s'avèrent difficiles à cerner. Ceux de communauté et de voisinage appartiennent à cette catégorie. Dans la conversation courante ils sont souvent utilisés pour désigner la même chose, alors que le langage spécialisé établit une distinction entre l'un et l'autre à partir de points de vue disciplinaires, comme ceux des géographes et

des sociologues. Par exemple, dans une conversation, on peut très bien parler des communautés et des voisinages de Montréal et de Québec de façon abstraite sans ressentir le besoin de définir leurs contours sociologiques et géographiques. Mais les spécialistes, eux, doivent pourtant dépasser cette étape pour faire de ces notions de véritables outils de travail capables de leur donner prise sur le réel.

Il existe une importante littérature portant sur les notions de voisinage et de communauté qui montre bien la difficulté qui existe d'apprivoiser ce dont on parle lorsque l'on utilise ces expressions. Les pouvoirs publics, quant à eux, n'ont pas attendu que les universitaires aboutissent dans leur quête des significations avant de se servir de ces notions. L'usage qu'ils en font à l'occasion dans des documents officiels conduit cependant le lecteur à imaginer ses propres définitions ou à opter simplement pour celles que lui fournit le langage courant. Il en résulte un flottement de sens pouvant avoir des conséquences inattendues.

Le Livre blanc ayant donné forme au Projet de Loi sur la réforme des structures de l'enseignement public au Québec illustre bien un tel phénomène. On y trouve de nombreux paragraphes comme celui-ci : « C'est par le projet éducatif que peut advenir cette école davantage intégrée à sa communauté locale, à son milieu réel, à ce qui ressemble à bien des égards à une sorte de micropays ou de petite patrie » (Québec, 1982, p. 41). Un tel énoncé suggère bien plus qu'il ne définit, au point que l'expression communauté, en particulier, est employée ici et ailleurs dans la même publication de façon beaucoup trop obscure. Entend-on par communauté le lieu social où se trouve l'école ou la population dont les enfants fréquentent l'école ? (cf. Brassard, 1983, p. 28). Selon ce document, l'école devrait porter de plus en plus les signes de son appartenance à une « communauté » environnante sans que celle-ci ne soit clairement identifiée.

Pour mieux comprendre, imaginons le cas hypothétique, mais réaliste, d'un quartier de Montréal où la population n'est pas homogène du point de vue socio-économique et dont l'école primaire publique accueille davantage les enfants d'une minorité plus défavorisée ne reflètant pas le caractère dominant de l'endroit (Winters, 1979). De plus, si le taux de roulement du corps enseignant dans cette école est élevé, comme cela se produit effectivement en milieu défavorisé (au Québec, 40% des enseignants du secteur public en milieu défavorisé changent d'école chaque année d'après le Conseil supérieur de l'éducation (1984, p. 83)), un tel établissement scolaire aurait bien de la difficulté à se rapprocher de la communauté socio-économique dominante dont les enfants fréquentent peut-être majoritairement des écoles privées. Un tel établissement ne s'intégrerait au quartier environnant que par sa localisation. Quiconque voudrait y voir une école de quartier serait victime d'une « illusion écologique », pour reprendre une expression d'Anne Laperrière (1983). Dans ce contexte, l'expression « communauté » prend une signification particulièrement ambiguë. L'école devrait-elle se rapprocher de sa communauté locale, de celle du quartier (?), ou souhaiterait-on que la population dont les enfants fréquentent l'école s'implique davantage dans la question scolaire ? La solution n'est pas évidente.

Pourtant, d'importants projets de lois récents dans le domaine de l'instruction publique au Québec, tels la loi 71 en 1979 qui initiait la mise au point des projets éducatifs locaux, le Projet de loi 40 (1982) qui devait achever la réforme des structures du système d'enseignement public autour de la notion d'école communautaire, ainsi que son successeur, le Projet de loi 3 (1984), donnent l'impression que tout le monde sait très bien ce à quoi fait référence le concept de communauté, comme s'il s'agissait d'un acquis. Or, les géographes et les sociologues, entre autres, savent bien que ce n'est pas le cas.

Nous allons d'abord considérer les divers points de vue de ces spécialistes, puis nous essaierons de montrer qu'à défaut de disposer à ce moment-ci de définitions achevées du voisinage et de la communauté, il est tout de même possible d'aborder ces réalités de façon empirique afin de limiter certains flottements de sens. Notre exemple proviendra du domaine scolaire.

DES PROBLÈMES DE DÉFINITION

Hillery (1955) a dénombré 94 définitions de l'idée de communauté dans la littérature antérieure à 1953 ; pour leur part, Sutton et Munsen (1976) en ont comptées 125 dans celle parue entre 1954 et 1973 (Pacione, 1984, p. 369). De la même manière, les spécialistes ne semblent pas s'entendre sur une définition précise de ce qu'est un voisinage (Hunter, 1979, p. 270). Ce flottement des définitions peut s'expliquer en bonne partie par la présence de connotations spatiale et sociale dans les deux expressions. Qu'un chercheur discute d'une communauté à base territoriale et qu'un autre étudie la dimension sociale d'un voisinage et l'on sent que voisinage puisse alors équivaloir à communauté.

Le langage courant emploie le mot communauté pour désigner un groupe d'individus partageant quelque chose localisable à une échelle géographique donnée (Eyles, 1985, p. 60). Ainsi, il existe une communauté québécoise, de même qu'une communauté économique européenne. De son côté le mot voisinage suggère l'existence de liens sociaux entre des individus rassemblés quelque part. Cette fois-ci, cependant, l'échelle géographique demeure restreinte : celle d'un quartier ou encore d'un village (*Ibid.*, p. 59). Hunter propose d'ailleurs de définir le voisinage comme une unité sociale/spatiale d'organisation sociale plus grande qu'une propriété urbaine mais plus petite qu'une ville (1979, p. 270). Selon Pacione (1984, p. 370), les chercheurs s'entendent sur deux points importants à savoir qu'un voisinage est plus petit du point de vue géographique qu'une communauté et qu'il fait davantage référence à une aire géographique spécifique alors que la connotation spatiale de la notion de communauté tend à s'amenuiser.

Il existe également ce que l'on appelle la communauté de voisinage, ou encore le voisinage communautaire, qui donne lieu à une réunion des deux expressions. Blowers (1973) a proposé une typologie des voisinages urbains qui permet de saisir cette idée de communauté de voisinage. Cet auteur classifie les voisinages urbains en cinq types selon le degré d'intensité des liens communautaires qu'on y retrouve. Dans le cas extrême, le voisinage n'est qu'un lieu dont les gens connaissent le nom mais dont les limites géographiques sont plus ou moins déterminées et où les relations de voisinage sont minimales. À l'opposé se trouve le voisinage communautaire, là où les liens communautaires sont forts et les limites spatiales bien connues de tous. La classification de Blowers fait du voisinage communautaire une espèce rare à laquelle, selon Herbert (1975), les chercheurs se réfèrent pourtant lorsqu'ils veulent énoncer une définition du voisinage. On pense fatalement au petit « village urbain » où tout le monde se connaît. Et on oublie trop souvent qu'il s'agit presque d'un idéal-type. Ferait-on référence à un tel idéal-type dans le Livre blanc relatif au Projet de loi 40 dont il a été question précédemment ?

Les chercheurs en sciences sociales intéressés à l'étude des communautés et des voisinages ont eu comme précurseurs dans ce domaine les écologistes urbains de Chicago qui étaient, à première vue, à la recherche de tels petits villages dans la ville.

Pour ces derniers, le développement et la croissance de la ville donnaient lieu à un triage puis à une répartition des individus selon des aires géographiques distinctes. Ces zones devenaient en quelque sorte l'équivalent de poches ou de nids dans lesquels des communautés pouvaient se développer isolément. La ville, par centrifugation, discriminait les individus selon la race, l'ethnie ou le statut socio-économique et, de ce fait, prenait l'aspect d'une mosaïque de culture (Park, 1929, p. 170 ; *Lee et al*, 1984, p. 1162). Dans l'étude de ces aires dites naturelles, Park et Burgess n'auraient pas fait de distinctions entre les aspects social et spatial des communautés et des voisinages (Pacione, 1984, p. 369). Ceci a eu pour effet de suggérer que là où se trouvait une aire naturelle, il y aurait nécessairement une communauté distincte. Ainsi :

> « À l'intérieur des limites de tout territoire naturel, les populations tendent à se distribuer selon des formes définies et typiques (...). La croissance urbaine ne se traduit pas seulement par un accroissement numérique ; (...) (elle) a pour conséquence la sélection et la ségrégation sociales, donc la création de groupes sociaux naturels, d'une part, d'aires sociales, d'autre part (...). Les aires naturelles constituent l'habitat de groupes naturels : toute aire naturelle abritera une sélection originale de l'ensemble de la communauté » (Park, 1926, p. 196-201).

Ce processus de sélection qui conduit à la production des aires naturelles n'est, selon Park, ni voulu ni maîtrisé (1925, p. 83 ; 1929, p. 170).

Park semble fonder l'objectivité de sa démarche en termes spatiaux lorsqu'il écrit :

> « L'écologie humaine, telle que la conçoivent les sociologues, voudrait mettre l'accent sur l'espace plus que sur la géographie, car si, en société, nous vivons ensemble, nous vivons aussi en même temps à l'écart les uns des autres, de sorte que les relations humaines peuvent toujours être analysées, avec plus ou moins d'exactitude, en termes de distance » (Park, 1926, p. 194).

Et il ajoute plus loin que :

> « (...) c'est seulement dans la mesure où nous pouvons réduire ou rapporter les phénomènes sociaux ou psychiques à des phénomènes spatiaux que nous pouvons les mesurer d'une manière ou d'une autre » (*Ibid.*, p. 207).

Mais, et ce point est crucial, pour Grafmeyer et Joseph (1979, p. 31-34), les écologistes de Chicago n'ont jamais considéré l'espace ni en tant que principe explicatif ni non plus en tant qu'objet privilégié de l'analyse mais plutôt comme produit important et indicateur de quelque chose d'autre. Et ce quelque chose d'autre relèverait du social. Park (1926, p. 202) était conscient du fait que le social ne pouvait pas se réduire entièrement au spatial au risque de simplifier les faits de façon abusive. Son point de vue semble très nuancé quand on le compare à ceux plus systématiques qui allaient voir le jour par la suite.

L'APPROCHE DU SOCIOLOGUE ET CELLE DU GÉOGRAPHE

Après les chercheurs de l'École de Chicago, les travaux des sociologues et des géographes sur la communauté et le voisinage en milieu urbain se différencièrent de plus en plus. Les premiers se penchèrent davantage sur l'étude des réseaux sociaux qui lient les individus entre eux et forment des communautés, alors que les seconds ont continué à s'intéresser à la différenciation spatiale des groupes sociaux en milieu urbain.

Du côté des sociologues, la dimension spatiale de la communauté est devenue à la longue un phénomène plutôt secondaire. Pour Pahl (1968), toute tentative visant à établir un lien entre des réseaux de relations sociales et un quelconque milieu géographique est un exercice stérile (Bell et Newby, 1976, p. 195; Stacey, 1969, p. 136). Ce même Pahl (1968) reconnaît pourtant l'importance de l'interaction des structures sociales et spatiales (Hamnett, 1979, p. 245). Cette mise à l'écart de la dimension spatiale serait en partie justifiée par la nature de l'objet sociologique puisque, comme l'affirment Wellman et Leighton (1979, p. 365), l'objet d'étude de la sociologie est la structure sociale et, ajoutent-ils, la localisation des structures sociales n'est pas pour le sociologue une variable importante à moins qu'elle n'influe sur ces dernières. Cette attitude ne peut être qualifiée d'« anti-voisinage » puisque une étude des réseaux sociaux peut permettre de découvrir des communautés n'ayant que des attaches minimales avec le milieu géographique, ou encore de repérer des communautés identifiables à l'échelle des voisinages.

Wellman et Leighton (*Ibid.*, p. 366) soulignent avec justesse qu'assimiler un voisinage à un contenant nécessaire de liens communautaires signifie accorder à l'espace une capacité de produire des communautés, ce qui constitue un déterminisme spatial et rejoint ici la pensée de Dennis (1968). Bref, certains sociologues se sentent plus à l'aise dans l'étude des communautés une fois celles-ci libérées des liens qui pourraient les rattacher au géographique; d'autres sociologues et praticiens des sciences sociales étudient encore les voisinages en tant que formes particulières de communautés (par exemple: le politologue Hallman, 1984; le géographe Winters, 1979). Olson de son côté estime que Wellman et Leighton ne proposent ni plus ni moins qu'une rupture avec l'ancienne approche sociologique du voisinage, rupture qu'il désapprouve (1982, p. 508). De même pour Connerly (1985, p. 541), l'approche de Wellman et Leighton ne tient pas compte du fait que beaucoup de gens considèrent leur voisinage comme étant leur communauté et, en ce sens, Wellman et Leighton ne peuvent donc pas montrer comment un voisinage peut fonctionner comme une communauté. Bref, il existe de fréquents désaccords chez les sociologues à propos de la pertinence des études de voisinage.

S'inspirant à leur tour des travaux des écologistes de Chicago, l'intérêt porté par les géographes au voisinage est toutefois de nature différente. Les écologistes furent les premiers analystes du milieu urbain à cartographier et comparer des distributions spatiales d'éléments géographiques. Ceux-là tenaient cependant à se démarquer de la géographie qu'ils considéraient comme une science idiographique alors qu'ils voulaient fonder une discipline nomothétique (Entrikin, 1980). Ce sont les géographies urbaine et sociale positivistes qui ont assimilé des concepts mis au point par ces écologistes parce qu'ils se prêtaient bien à leurs méthodes d'analyse.

Le concept de voisinage intéresse particulièrement la géographie puisqu'il fait référence à une unité définie territorialement. Le voisinage consiste en une partie distincte d'une ville que l'on reconnaît à ses caractéristiques sociales et/ou physiques. Ainsi, en géographie sociale, on a tenté d'expliciter les caractéristiques spatiales de la structure sociale par la recherche de corrélations entre des variables socio-économiques et culturelles (écologie factorielle), et également de construire des indices capables de mesurer le degré de séparation spatiale entre divers groupes sociaux (i.e. indice de ségrégation spatiale) (Gale et Golledge, 1982, p. 60). D'autre part, la géographie urbaine économique pouvait aussi faire sienne le raisonnement des écologistes selon lequel la différenciation spatiale résultait de la compétition entre les individus pour l'obtention de sites résidentiels, commerciaux et industriels via les mécanismes du marché; d'où une sélection « naturelle » selon la capacité de payer.

Selon Timms : « At the most general level, the approach of the classical ecologists is based on a conception of economic competition closely modelled on the Darwinian struggle for existence... Economic segregation is the basic form of residential differentiation » (1976, p. 27). L'utilisation, en géographie, de ce principe des écologistes allait de pair avec le développement des théories de la localisation par les géographes et aussi une prise en charge des postulats de l'économie politique.

La géographie positiviste n'a su reconnaître dans l'œuvre des Park et autres que ce qui pouvait se plier à ses méthodes de travail. Selon Ley :

> « The language of spatial analysis accomodates variables which may be specified precisely, and are therefore objective and measurable. But this is to disqualify another set of variables not because they may be theoretically unimportant, but only because thet do not fit the particular and restrictive language of spatial analysis » (Ley, 1980, p. 9).

Ce n'est que tout récemment que la géographie a identifié l'aspect humaniste des travaux de Park (Johnston, 1983, p. 103 ; Jackson et Smith, 1981). Selon Smith (1984), dans le passé, la géographie a porté son attention sur la conception écologique en laissant de côté la recherche de la signification de chaque culture particulière qui existait possiblement à l'échelle des voisinages. La géographie positiviste aurait séparé artificiellement deux niveaux d'analyse utilisés par les écologistes de Chicago : l'aspect moral et l'aspect écologique (Smith, 1984).

Du point de vue méthodologique, l'étude de ces deux aspects implique l'utilisation concurrente de deux types de méthodes, certaines servant à décrire l'extérieur des formes et qui appartiennent à l'arsenal positiviste ; d'autres relevant plutôt de l'ethnologie, comme l'observation participante, dont Park et les ethnologues se sont faits les promoteurs (Smith, 1984, p. 354-356). En effet, bien avant que les géographes ne reconnaissent la valeur de cette manière de « faire du terrain », une forte tradition d'observation participante existait chez les anthropologues qui utilisaient cette méthode d'enquête dans les milieux ruraux où vivaient des sociétés dites primitives, donc dans des milieux forts différents des milieux urbains qui nous environnent aujourd'hui. Cette tradition provenait tout droit de l'École de Chicago (Jackson et Smith, 1984, p. 93). La géographie dite humaniste (« Humanistic Geography ») pour qui les objets ne sont des objets que pour des sujets (Ley, 1977) suggère de recourir à cette méthode de recherche qui favorise les contacts étroits entre le chercheur et les groupes étudiés afin de mieux percevoir la signification (la valeur) qu'ils accordent au monde matériel avec lequel ils vivent en étroite relation.

Dans cette foulée, par exemple, A. Buttimer (1978) a essayé d'imaginer comment Vidal de La Blache aurait pu s'y prendre de nos jours pour effectuer une étude de géographie urbaine. Les chercheurs du projet Écoville ont également redécouvert la richesse de la notion de genre de vie et montré la pertinence de son utilisation dans la recherche en milieu urbain (De Koninck et Landry, 1986 ; Lavertue et Villeneuve, 1984). Cette géographie, qui ne devrait pas rejeter l'approche positiviste ni les acquis du marxisme (Villeneuve, 1984), s'appuie sur l'observation participante comme méthode de travail (Jackson, 1980, 1981, 1983 ; Smith, 1984). On redécouvre maintenant des géographes européens du début du siècle qui auraient inspiré à l'origine les chercheurs de l'École de Chicago (Entrikin, 1980).

Avec le développement de l'approche humaniste, l'étude géographique du voisinage peut sans doute ressembler à celle du sociologue mais son but n'est pas d'étudier la structure de la société pour elle-même, comme le font les sociologues, mais de circonscrire les limites d'un fait géographique, le voisinage, et d'en comprendre la signification. Walker souligne bien la spécificité du travail du géographe : « As

a social geographer my interest is primarily in the human organization of territories. Social networks as the continuing series of contacts which embed individuals and households in the social setting provide part of the evidence for that territorial organization» (1977, p. 329-330). Comme écrivait Sorre : « Le géographe reste l'homme qui dresse des cartes, qui localise les phénomènes sur des cartes ; en un sens, pour lui, tout commence et tout finit par l'établissement ou l'explication d'une carte» (1957, p. 99). Bref, c'est le « Why is it like this here ? » qui doit retenir presque toute l'attention du géographe (Holt-Jensen, 1981, p. 16).

DIVERS OBJETS D'ÉTUDE

La façon d'étudier le voisinage a donc évolué depuis les années 1920-30 à cause d'une transformation des points de vue disciplinaires de même que du changement des paradigmes scientifiques. Quoi qu'il en soit, les chercheurs n'auraient exploité jusqu'à aujourd'hui que l'étude de trois facettes de la question du voisinage, facettes qui, selon Hunter (1979, p. 270-283), étaient déjà étudiées par les écologistes de Chicago.

Premièrement, ils ont cherché, et cherchent encore, à classifier les divers types de voisinage selon différentes typologies. Cette préoccupation témoigne d'un glissement d'un type de questionnement vers un autre ; à savoir du « What is a neighborhood ? » au « What kind of neighborhood is this ? » (Olson, 1982, p. 508). Les typologies les plus simples sont celles qui s'appuient sur des caractéristiques des voisinages comme la composition ethnique, le statut socio-économique, le type de familles qu'on y retrouve, le type de constructions, la répartition de ces phénomènes, etc. « For example, there are numerous studies that explain variation in individual characteristic behaviours and attitudes by relating them to these contextual variables of neighborhood composition» (Hunter, 1979, p. 271). Ces typologies ne font référence qu'à des agglomérations de variables statistiques et à leur distribution spatiale. D'autres typologies s'appuient, pour leur part, sur la perception que les gens se font du voisinage qu'ils habitent (Lynch, 1960). Quelle que puisse être la forme que prend une typologie particulière, sa valeur provient de sa capacité à servir d'outil de recherche et/ou à encadrer la mise en application de politiques. Selon Hunter, il n'importe pas de savoir à coup sûr quelle est la meilleure des typologies : « Debates between this or that typology must ultimately rest upon utilitarian questions — is it usefull, and does it work ? » (1979, p. 272)

Les chercheurs ont aussi étudié amplement la dynamique de la transformation de la structure urbaine. À l'échelle des voisinages, le modèle des zones concentriques de Burgess représentant des formes d'utilisation du sol qui sont fonction de la distance au centre et de la rente associée à l'accessibilité a pour but de rendre compte de changements de fonctions dus à la croissance du centre. Selon le modèle en question, la croissance du centre provoque une sorte d'onde ou de vague se propageant par la suite aux autres parties de la ville. Le passage de cette onde en un endroit donné occasionnerait des changements d'utilisation du sol correspondant à une succession d'étapes nécessaires. Cette vision des choses popularisée par les écologistes de Chicago et reformulée surtout dans les termes de l'économie politique contemporaine a fait croire à l'existence d'un voisinage placé sous le joug de forces naturelles auxquelles il se soumet passivement. « The mills of the modern city, driven either by the "natural" winds of the ecologists, or by the engines and machinery of industrial capitalism, will continue to grind to dust the whims and wishes of local neighborhood residents» (Hunter, 1979, p. 274). D'autres études portant, elles, sur les diverses

fonctions des voisinages veulent souligner la capacité qu'ont ces voisinages d'opposer une résistance aux forces « naturelles » émanant du contexte dans lequel se situe chaque voisinage.

L'étude des fonctions des voisinages, soit un troisième aspect de la question des voisinages, permet d'entrevoir l'existence d'une relation dialectique entre des forces extérieures capables de modeler le voisinage et une initiative proprement locale qui à son tour influence le développement de la ville environnante. Le nombre de ces fonctions est considérable comme l'indique Hunter : « The potential number of functions that may be attributed to neighborhoods, as to any social unit, is limited only by one's imagination » (Hunter, 1979, p. 274). Certaines sont plus connues que d'autres telles les fonctions économique, administrative, politique et de socialisation. Selon Warren (1977, p. 153), l'intérêt marqué pour l'étude du rôle des voisinages aux États-Unis vers la fin des années soixante était justifié par une reconnaissance de l'existence d'une conscience propre aux divers groupes ethniques. Par la suite, les classes moyennes s'y sont intéressées à leur tour parce qu'on voulait que cette unité territoriale acquière légalement un pouvoir politique et, par le fait même, un droit de regard sur les prises de décisions politiques à l'échelle locale (*Ibid.*, p. 152). Cette délégation de pouvoirs décisionnels à l'échelle des voisinages constitue une reconnaissance de la part des pouvoirs publics de l'existence des espaces différenciés en milieu urbain. Ceci s'est effectivement produit au Royaume-Uni lors de la réorganisation des gouvernements locaux dans les années soixante-dix (Timms, 1976, p. 19). Au Québec, il a déjà été question de la création de conseils de quartier lors des discussions qui ont conduit à l'adoption d'une loi sur la démocratie municipale en 1980 (loi 105). Cette question fut finalement écartée par crainte, peut-être, d'une recrudescence de l'esprit de clocher (cf. Québec, 1978 ; Villeneuve, 1982).

Ces trois types de recherches, soit les efforts menés pour définir des typologies de voisinages, pour saisir comment l'environnement urbain plus vaste occasionne des transformations à l'échelle des voisinages et, finalement, pour étudier la vie propre des voisinages sont complémentaires.

Pour certains chercheurs, chez qui l'influence de l'École de Chicago est moins directe, le voisinage consiste en un lieu où s'affrontent des sentiments partagés par une communauté et des intérêts situés à d'autres échelles géographiques (Hunter, 1979). En ce sens, le voisinage est politique parce qu'il fait l'objet, en tant que ressource rare, d'une appropriation par des individus. Pour l'extérieur, soit les forces « exogènes » qui contribuent à le modeler, il peut consister davantage en une valeur d'échange alors que pour celles de l'intérieur, il représente davantage une valeur d'usage. L'affrontement entre la valeur d'échange et la valeur d'usage à l'échelle du voisinage peut transformer ce lieu en véritable champ de bataille ; et l'expression n'est pas trop forte (cf. Robson, 1982a). Cette dernière approche du voisinage comme réalité politique peut servir de cadre d'analyse à une étude privilégiant le vécu (cf. Cox, 1981a, 1981b ; Soja, 1980).

UNE PROPOSITION DE RECHERCHE

La géographie scolaire (« Geography of education ») n'a pas été jusqu'à maintenant un domaine d'étude très prisé de la part des géographes (Robson, 1982b, p. 97), même si ces derniers ont produit un certain nombres de publications sur ce thème (Forrest, 1981 ; Gray, 1976 ; Herbert, 1976 ; Hones et Ryba, 1972 ; Kirby, 1982 ; Lowry, 1973 ;

Marsden, 1980 ; McCune, 1968 ; Robson, 1969). Il est un fait que la mise en application de politiques en matière d'administration scolaire a souvent une incidence spatiale non négligeable. Quelle doit être la dimension optimale d'une école ? Quelle est la taille du bassin de population que doit desservir cette école ? Peut-on influer sur la taille de ce bassin de manière à favoriser l'intégration de diverses communautés ethniques (Herbert, 1976, p. 123) ? Le choix d'un endroit pour la construction d'une école est lié à la localisation de la population qu'elle aura à desservir. Mais, à cause du brassage de population, une école de quartier peut ne plus desservir aujourd'hui le même type de clientèle que lors de sa construction. Le lieu de l'école devient à l'occasion excentrique par rapport au lieu de la communauté qui l'utilise.

Sur l'Île-de-Montréal, tout comme ailleurs, le système scolaire se déploie à la surface d'un territoire qui n'est pas homogène du point de vue socio-économique, puisqu'on y trouve des milieux aisés qui jouxtent des milieux populaires. La démocratisation de l'enseignement au Québec a été présentée comme un moyen de lutter contre ces disparités socio-économiques. Elle était censée permettre l'égalisation des chances (Québec, 1963-66, t. IV, p. 6) et l'amélioration du niveau de vie des individus et de la collectivité (Bentram, 1970, p. 147). Mais on ne peut pas séparer le système scolaire du milieu social auquel il est intimement lié (Proulx, 1976). D'ailleurs selon Herbert : « There is strong evidence in the more recent past that the spatial implications of educational planning and the need to view school performance in its environmental contexts have not only been recognized but have also been acted upon » (Herbert, 1976, p. 124). Le Québec s'est engagé dans cette voie depuis quelques années déjà, c'est-à-dire depuis qu'on tente de rapprocher l'école de son milieu de vie par le biais de la préparation des projets éducatifs locaux (1979) et qu'on parle d'écoles communautaires et responsables (Québec, 1982).

Cependant il faut donner à la notion de communauté, lorsque l'on parle de la communauté de l'école, un visage palpable, en montrant où elle se localise et ce qui la rattache à l'école plutôt que d'assumer simplement leur existence comme on le fait dans le Livre blanc relatif au Projet de loi 40. Il est probablement faux de penser qu'une ville comme Montréal est un agrégat de voisinages communautaires. Et même si tel était le cas, il faudrait quand même les localiser dans l'espace.

Comme il a été suggéré auparavant, le voisinage communautaire est une espèce probablement très rare. Pour Winters, la localisation exacte des voisinages dans les grandes villes américaines s'est modifiée dans le temps et ceux-ci ont même parfois changé de noms. Ces phénomènes en font des sujets d'étude particulièrement difficiles à cerner. En fait :

> « The spatial vagueness of neighborhoods probably reflects the vagueness of the social character attributed to them, but *precisely* at the neighborhood scale the phenomenon of neighborhood character is significant. Names like Soho, South End, and the Castro have definite implications for their inhabitants and for New Yorkers, Bostonians, and San Franciscans, even if the geographical limits of these neighborhoods are not clear » (Winters, 1979, p. 9).

Lynch abonde dans le même sens lorsqu'il suggère de renoncer à rechercher de véritables villages à l'échelle des voisinages urbains car tout au plus doit-on s'attendre à y trouver des groupes d'individus définissant leurs voisinages à peu près de la même manière mais sachant s'organiser au besoin pour se défendre contre l'extérieur (Lynch, 1981, p. 248). Le voisinage ne serait pas un fait explicite mais davantage une réalité virtuelle. Aussi nous faudrait-il l'aider à se révéler quand il y a lieu.

Pacione suggère d'étudier les voisinages en s'attaquant à la fois à la détermination de leurs limites au moyen d'enquêtes sur le terrain et à l'étude simultanée des réseaux sociaux qui s'y créent, fournissant ainsi une indication du degré de cohésion sociale du groupe qu'on y trouve (Pacione, 1984, p. 370 ; cf. aussi Villeneuve, 1986). Mais si l'on en croit Winters et Lynch, ces limites peuvent être relativement abstraites bien qu'une communauté puisse se reconnaître une base territoriale. Une façon de contourner ce problème consiste à enquêter à partir des écoles primaires.

En premier lieu, deux types de cartes peuvent être comparés. Dans le cas de l'Île-de-Montréal, le Conseil scolaire de l'Île-de-Montréal (1983) possède des données informatisées concernant le lieu de résidence des écoliers du secteur public ainsi que sur la localisation des écoles qu'ils fréquentent de sorte qu'une cartographie des aires de recrutement des écoles (bassins) est réalisable à l'aide de l'ordinateur. Par la suite, à partir de données que l'on peut obtenir auprès des écoles, on peut vérifier jusqu'à quel point la clientèle de chaque école est le reflet, du point de vue socio-économique et culturel, de la population du quartier avoisinant en se servant des données du recensement comme base de comparaison (cf. Durand *et al*, 1980, chap. 2). Cet exercice permet une première approximation de la relation qui existe entre la communauté dont les enfants fréquentent une école et celle du quartier où elle se trouve. Mais, pour en connaître la signification, il y a lieu d'interroger les gens afin d'évaluer le degré de connaissance qu'ils possèdent des environs.

À cet égard, une expérience fort intéressante a été tentée récemment par des enseignants de l'école primaire Saint-François-Xavier (Plateau-Mont-Royal) à Montréal. Au cours de l'année scolaire 1985-86, les élèves de différents niveaux ont dessiné des maisons du quartier, reconstitué des rues entières en modèles réduits, reproduit sous forme de croquis les trajets qu'ils empruntent pour se rendre à l'école, et ce en collaboration avec leurs parents, etc. L'analyse d'un tel matériel éclairerait à coup sûr le type de relations préalablement repéré à travers les données portant sur le caractère socio-économique de la population ainsi que sur l'étendue du bassin de l'école (Bowden, 1972 ; Libick, 1982 ; Owens, 1982). Peut-être pourrions-nous par là commencer à percevoir un voisinage à partir de ce qui n'était pour nous auparavant qu'un espace anodin (Seamon, 1980).

Cette connaissance de type proprement géographique doit ensuite être complétée par une analyse des réseaux sociaux qui sous-tendent cette place et que l'on peut appréhender à travers l'école (Dahlke, 1958). Qui participe aux activités des divers comités de parents de l'école ? Quels sont les liens de parenté que ces personnes entretiennent entre elles et avec les enseignants ? Ont-elles l'occasion de rencontrer d'autres parents d'élèves ailleurs qu'à l'école, par exemple dans d'autres organisations de quartier ? Serait-ce toujours les mêmes personnes qui occupent ce genre de fonctions un peu partout ? Les gens du quartier utilisent-ils les locaux de l'école en dehors des heures de classe ? Que représente l'école de quartier pour eux (Dahlke, 1958 ; Olson, 1980) ?

Ces deux types d'enquête, l'un géographique et l'autre à caractère plus sociologique, appliqués dans différents milieux pourraient permettre de donner un visage à la relation que des écoles entretiennent avec leur milieu tout en nous informant sur la nature des voisinages auxquels elles participent. Cette démarche permettrait de repérer indirectement des voisinages urbains et de les classifier selon leur caractère plus ou moins communautaire.

CONCLUSION

Dans cet article, des distinctions ont d'abord été établies entre deux types d'approches quant à l'étude des communautés et des voisinages, soit celle du géographe et celle du sociologue. Nous avons ensuite insisté sur l'originalité du point de vue géographique dans ce contexte. Finalement, nous suggérons une façon d'aborder l'étude des voisinages en prenant pour point de départ l'étude de la relation qui existe entre les écoles primaires et les milieux où elles sont localisées. L'idée qui sous-tend cette suggestion est, à défaut de pouvoir disposer d'une définition à priori rigoureuse de la notion de voisinage, qu'il est toujours possible de les circonscrire géographiquement de façon empirique afin de pouvoir répondre efficacement aux demandes exprimées en ce sens, par exemple celles émanant des pouvoirs publics.

BIBLIOGRAPHIE

BELL, C. et NEWBY, H. (1976) Community, Communion, Class and Community Action: The Social Sources of the New Urban Politics, in Herbert, D.T. et Johnston, R.J. *Social Areas in Cities*. London, John Wiley and Sons, Vol. 1, p. 189-207.

BENTRAM, G.W. (1970) L'éducation et la croissance économique, in Rioux et Bélanger, éd., *École et société au Québec*. Montréal, HMH, p. 147-168.

BLOWERS, A. (1973) The Neighborhood: Exploration of a Context, in *The City as a Social System*. The Open University Press, p. 47-90.

BRASSARD, A. (1983) *L'école québécoise comme organisation et comme institution*. Montréal, Université de Montréal, Faculté de l'éducation.

BOWDEN, L. (1972) How to Define a Neighborhood? *Professional Geographer*, 25 (3): 227-228.

BUTTIMER, A. (1978) Charism and Context: The Challenge of La géographie humaine, in Samuels, M. et Ley, D. (ed.), *Humanistic Geography*. Chicago, Maaroufa Press, p. 58-76.

COATES, B.E. et RAWSTRON, E.M. (1971) *Regional Variations in Britain*. London, Batsford.

CONNERLY, C.E. (1985) The Community Question: An Extension of Wellman and Leighton. *Urban Affairs Quarterly*, 20 (4): 537-556.

CONSEIL SCOLAIRE DE L'ÎLE-DE-MONTRÉAL (1983) *Dix ans de réalisations*. Montréal, CSIM.

CONSEIL SUPÉRIEUR DE L'ÉDUCATION (1984) *La condition enseignante. Québec*, ministère de l'Éducation.

COX, K.R. (1981a) Bourgeois Thought and the Behavioural Geography Debate, in Cox, K.R. et Golledge, R.G., ed., *Behavioural Problem in Geography Revisited*. London, Methuen, p. 256-279.

_____ (1981b) Capitalism and Conflict Around the Communal Living Place, in Dear, M. et Scott, A.J., ed., *Urban Planning in Capitalist Society*. New York, Methuen, p. 431-455.

DAHLKE, O. (1958b) *Values in Culture and Classroom*. New York, Harper and Bros.

DE KONINCK, R. et LANDRY, L., éd. (1986) *Les genres de vie urbains: essais exploratoires. Québec, Université Laval, Département de géographie, Notes et documents de recherche, nº 26.*

DENNIS, N. (1968) The Popularity of the Neighborhood Community Idea, in Pahl, R., ed., *Readings in Urban Sociology*. Oxford, Pergamon, p. 74-92.

DURAND, J. *et al* (1980) *Le cas de Notre-Dame-des-Neiges*. Montréal, Libre Expression.

ENTRIKIN, N. (1980) Robert Park's Human Ecology and Human Geography. *Annals of the AAG*, 70: 43-58.

EYLES, J. (1985) *Senses of Place*. Wellingborough, Silverbrook Press.

FORREST, J. (1981) Spatial Implication of the Journey to School: A Review and Case-Study. *Pacific Viewpoint*, 22 (1): 25-47.

GALE, N. et GOLLEDGE, R.G. (1982) On the Subjective Partitioning of Space. *Annals of the AAG*, 72 (1): 60-67.

GEORGE, P. (1972) *Sociologie et géographie*. Paris, Presses universitaires de France, (Coll. SUP).

GRAFMEYER, Y. et JOSEPH, I. (1979) La ville-laboratoire et le milieu urbain, in Grafmeyer, Y. et Joseph, I., éd., *L'école de Chicago*. Paris, Éditions du Champ urbain, p. 5-52.

GRAY, F. (1976) Radical Geography and the Study of Education. *Antipode*, 8 : 38-44.
HALLMAN, H.W. (1984) *Neighborhoods : Their Place in Urban Life.* Beverly Hills, Sage Publication.
HAMNETT, C. (1979) Area-based Explanations : A Critical Appraisal, in Herbert, D.T., et Smith, D.M., ed., *Social Problems and the City*. London, Oxford Press, p. 244-260.
HERBERT, D.T. (1976) Urban Education : Problems and Policies, in Herbert, D.T., et Johnston, R.J., ed., *Social Areas in Cities*. London, John Wiley, Vol. II, p. 123-158.
_____ (1975) Urban Neighborhood and Social Geography Research, in Phillips, A., et Turton, B., ed., *Environment, Man and Economic Change*. London, Longman, p. 459-478.
HOLT-JENSEN, A. (1981) *Geography : its history and concepts*. London, Harper and Row.
HONES, G.H. et RYBA, R.H. (1972) Why not a Geography of Education ? *Journal of Geography*, 71 : 135-139.
HUNTER, A. (1979) The Urban Neighborhood : Its Analytical and Social Contexts. *Urban Affairs Quarterly*, 14 (3) : 267-288.
JACKSON, P. (1983) Principles and Problems of Participant Observation. *Geographiska Annaler*, 65 B (1) : 39-46.
_____ (1981) Phenomenology and Social Geography. *Area*, 13 : 299-305.
_____ (1980) *Ethnic Groups and Boundaries : « Ordered Segmentation » in Urban Neighborhoods*. Oxford University, School of Geography, Research Paper nº 26.
JACKSON, P. et SMITH, S.J. (1984) *Exploring Social Geography*. London, Allen and Unwin.
_____ (1981) Introduction, in Jackson, P. et Smith, S.J., ed., *Social Interaction and Ethnic Segregation*. London, Academic Press.
JOHNSTON, R.J. (1983) *Geography and Geographers*. London, Edward Arnold, 2nd edition.
KIRBY, A. (1982) Education, Institutions and the Local State in Britain, in Flowerdew R., ed., *Institutions and Geographical Patterns*. London, Croom Helm.
LAPERRIÈRE, A. (1983) *L'intégration socio-économique des enfants d'immigrants dans les écoles de milieux socio-économiquement faibles*. Montréal, Conseil scolaire de l'Île-de-Montréal.
LAVERTUE, R. et VILLENEUVE, P., éd. (1984) *Préface à une analyse écologique de la ville*. Québec, Université Laval, Département de géographie, Notes et documents de recherche, nº 22.
LEE, B.A. *et al* (1984) Testing the Decline of Community Thesis : Neighborhood Organizations in Seatle, 1929 and 1979. *American Journal of Sociology*, 89 (5) : 1161-1188.
LEE, T.R. (1976) Cities in the Mind, in Herbert, D.T. et Johnston, R.J., ed., *Social Areas in Cities*. London, John Wiley and Sons, Vol. 1, p. 159-187.
LEY, D. (1980) *Geography without Man : A Humanistic Critic. Oxford, Oxford School of Geography, Research Paper nº 24.*
_____ (1977) Social Geography and the taken-for-granted world. *Transactions N.S.*, 2 : :498-512.
LOWRY, M. (1973) Schools in Transition. *Annals of the AAG*, 63 : 167-180.
LIBICK, H.H. (1982) *School and Community : New Directions*. Master's Thesis, School of Urban Planning, McGill University.
LYNCH, K. (1981) *A Theory of Good City Form*. Cambridge (Mass.), MIT Press.
_____ (1960) *The Image of the City*. Cambridge (Mass.), MIT Press.
MARSDEN, W.E. (1980) Travelling to School : Aspect of Nineteenth-century Catchment Areas. *Geography*, 65 (1) 19-26.
McCUNE, S. (1968) The Geography of Education. *Economic Geography*, 44, p. i.
OWENS, A. (1982) *Teaching Geography of the Mind*. Master's Thesis, Faculty of Education, McGill University.
OLSON, S.H. (1980) *Baltimore*. Baltimore, Johns Hopkins University Press.
OLSON, P. (1982) Urban Neighborhood Research : Its Development and Current Focus. *Urban Affairs Quarterly*, 17 (4) : 491-518.
PACIONE, M. (1984) Local Areas in the City, in Herbert, D.T., et Johnston, R.J., ed., *Geography and the Urban Environment : Progress in Research and Application*. London, John Wiley and Sons, Vol. III, p. 349-392.
PARK, R.E. (1929) La ville comme laboratoire social, in Grafmeyer, Y. et Joseph, I., éd. (1979) *L'école de Chicago*. Paris, Éditions du Champ urbain, p. 163-179.
_____ (1926) La communauté urbaine, in Grafmeyer, Y. et Joseph, I., éd. (1979) *L'école de Chicago*. Paris, Éditions du Champ urbain, p. 193-207.
_____ (1925) La ville. Propositions de recherche sur le comportement humain en milieu urbain, in Grafmeyer, Y. et Joseph, I., éd. (1979) *L'école de Chicago*. Paris, Éditions du Champ urbain, p. 79-126.
PROULX, J.P. (1976) *La restructuration scolaire de l'Île-de-Montréal*. Montréal, Conseil scolaire de l'Île-de-Montréal.

QUÉBEC (1982) *L'école. Une école communautaire et responsable.* Québec, ministère de l'Éducation.

_____ (1978) *La revalorisation du pouvoir municipal.* Québec, Secrétariat des conférences socio-économiques. Rapport de la conférence Québec-Municipalités.

_____ (1963-66) *Rapport de la Commission royale d'enquête sur l'enseignement dans la Province de Québec.* Québec.

ROBSON, B.T. (1982a) The Bodly Barricade, in Cox, K.R. et Johnston, R.J., ed., *Conflicts, Politics and the Urban Scene.* New York, Longman, p. 45-61.

_____ (1982b) Social Geography. *Progress in Human Geography*, 6 (1) : 96-101.

_____ (1969) *Urban Analysis : A Study of City Structures with Special Reference to Sunderland.* London, Cambridge University Press.

SEAMON, D. (1980) Body-subject, Time-space Routines, and Place-ballets, in Buttimer, A. et Seamon, D., ed., *The Human Experience of Space and Place.* London, Croom Helm, p. 148-165.

SMITH, S.J. (1984) Practicing Humanistic Geography. *Annals of the AAG*, 74 (3) : 353-374.

SOJA, E.W. (1980) The Socio-spatial Dialectic. *Annals of the AAG*, 70 (2) : 207-225.

SORRE, M. (1957) *Rencontre de la géographie et de la sociologie.* Paris, Librairie Marcel Rivière.

STACEY, M. (1969) The Myth of Community Studies. *British Journal of Sociology*, 20 : 134-147.

TIMMS, W.G. (1976) Social Bases to Social Areas, in Herbert, D.T. et Johnston, R.J., ed., *Social Areas in Cities*, London, Wiley, Vol. II, p. 19-39.

VANCE, J.I. (1978) Geography and the Study of Cities. *American Behavioural Scientist*, 22 (1) : 131-149.

VILLENEUVE, P.Y. (1986) Les théories sur la région : polarisation et capillarité, in De Koninck, R. et Landry, L., éd., *Les genres de vie urbains : essais exploratoires.* Québec, Université Laval, Département de géographie, Notes et documents de recherche, nº 26, p. 17-33.

_____ (1984) Pour une géographie des genres de vie urbains, in Lavertue, R. et Villeneuve, P., éd. *Préface à une analyse écologique de la ville.* Québec, Université Laval, Département de géographie, Notes et documents de recherche, nº 22, p. 45-57.

_____ (1982) Changement social et pouvoir municipal à Québec. *Cahiers de géographie du Québec*, 26 (68) : 223-233.

WALKER, G. (1977) Social Networks and Territory in a Commuter Village. *Canadian Geographer*, 21 : 329-350.

WALMSLEY, D.J. (1974) Positivism and Human Geography. *Canadian Geographer*, 28 (2) : 95-107.

WARREN, D.I. (1977) The Functional Diversity of Urban Neighborhoods. *Urban Affairs Quarterly*, 13 (2) : 151-179.

WELLMAN, B.L. et LEIGHTON, B. (1979) Networks, Neighborhoods, and Community. Approach to the Study of the Community Question. *Urban Affairs Quarterly*, 14 (3) : 363-390.

WINTERS, C. (1979) The Social Identity of Evolving Neighborhoods. *Landscape*, 23 (1) : 8-14.

(acceptation définitive en août 1986)